



LA PLACE À DONNER AUX PROJETS CULTURELS DANS LES VILLES ET TERRITOIRES EN TRANSITIONS

Emma DELAUNAY : Bonjour à toutes et à tous. Merci d'être là pour cette journée de clôture de la 44e rencontre nationale des agences d'urbanisme. Trois jours pour arpenter les réorientations écologiques et faire aussi le pas de côté. Ce que vous venez de voir c'était les performances poétiques, il faut le dire je pense, et envoûtantes des élèves du Conservatoire Emmanuel Chabrier à Clermont-Ferrand encadrés par Joanne LEIGHTON, ainsi que la performance de Franck MICHELETTI et Aline LOPES.

Nous sommes toujours en compagnie de Lou HERMANN, la dessinatrice. Vous avez peut-être pu apercevoir ses dessins dans le Refuge et puis je viens d'être rejointe par Benoît BOUSCAREL et Stéphane CORDOBES.

Benoît BOUSCAREL : Merci. Bonjour Emma DELAUNAY. Bonjour Stéphane CORDOBES.

Stéphane CORDOBES : Bonjour Benoît, bonjour Emma, bonjour à tous.

Benoît BOUSCAREL : Stéphane CORDOBES, directeur de l'Agence d'Urbanisme Clermont Massif central qui a réussi sa scénographie jusqu'au bout. Il était question d'anthropocène pendant ces trois jours. « No cultures, no futures », comment intégrer la culture dans nos pratiques, la culture au sens large, on l'aura compris, pour changer dans un contexte anthropocène, et la tempête d'hier soir à Clermont-Ferrand avec des vents à 126 km/h je crois, en rafale à montrer que oui vous avez réussi la scénographie jusqu'au bout Stéphane.

Stéphane CORDOBES : Alors on n'avait pas forcément autant d'ambition.

Benoît BOUSCAREL : J'espère. Vous aimeriez commencer peut-être cette ouverture de la dernière journée de cette rencontre par une lecture qui peut-être va nous permettre d'entrer un peu mieux dans le contexte et puis peut-être aussi d'explicitier vos intentions, et on va y revenir juste après avec cette organisation, j'allais dire atypique, de cette 44e rencontre des agences d'urbanisme.

Stéphane CORDOBES : On va commencer par une lecture parce que j'ai l'habitude quand je suis un petit peu stressé après les deux jours et face à l'intervention de ce matin, j'étais un peu stressé, d'aller dans ma bibliothèque, de piocher un livre au hasard et de me plonger dans la lecture pour m'apaiser. Et par un curieux hasard, mais les rencontres c'est aussi accepter ce qui survient et qu'on n'attend pas, j'ai pris ce matin le livre de Donna HARAWAY « Vivre avec le trouble » et j'ai commencé à relire cette introduction et je

me suis dit qu'après ces performances de danse extraordinaires, ce texte pouvait nous donner à lire et à comprendre ce à quoi on avait assisté et participé.

« « Trouble » est un mot intéressant. Il vient d'un verbe français du XIIIe siècle qui signifie remuer, obscurcir, déranger. Nous vivons des temps perturbants et confus, des temps troublants et troubles, et quand je dis « nous », je veux dire « tout le monde sur terra », devenir capable d'y répondre ensemble dans toute notre insolente disparité, telle est la tâche qui nous incombe. Les temps confus débordent de peine et de joie, de peine et de joie avec leur motif largement injuste, avec des destructions inutiles de ce qui a cours et des résurgences nécessaires. Nous devons créer de nouvelles parentés, des lignées de connexions inventives.

Nous devons apprendre ainsi, au cœur d'un présent épais, à bien vivre et à bien mourir, ensemble. Il nous faut semer le trouble, susciter une réponse puissante à des événements dévastateurs. Nous devons aussi calmer la tempête et reconstruire des lieux paisibles. Lorsque l'heure est à l'urgence, pour bon nombre entre nous, la tentation est forte de remédier au trouble en nous efforçant de rendre sûr un futur imaginaire, en stoppant l'arrivée de quelque chose qui plane sur l'avenir, ou en faisant table rase du passé et du présent afin de préparer les lendemains des générations à venir. Vivre avec le trouble n'implique guerre une telle relation à ces temps que l'on nomme futur.

Il s'agit plutôt d'apprendre à être véritablement présent, à être davantage que de simples pivots évanescents entre un passé affreux ou édénique et un avenir apocalyptique ou salvateur, à être des bestioles mortelles entrelacées dans des configurations innombrables et inachevées de lieux, de temps, de matière et de question, de signification ».

Benoît BOUSCAREL : Merci pour ces mots. Vous ne faites rien comme tout le monde, Stéphane CORDOBES. Habituellement, une troisième journée de rencontres nationales, on échange sur les travaux qui ont eu lieu pendant les journées précédentes. On se congratule, on parle de la soirée de la veille qui apparemment était réussie, je n'y étais pas, mais apparemment, ça a bien marché. Les ateliers ont aussi été extrêmement intéressants, les explorations. Et vous, vous décidez d'ouvrir cette troisième journée sur deux pièces de danse contemporaine, une lecture sur le « trouble ». Pourquoi ?

Stéphane CORDOBES : Le lieu d'abord. Le lieu même qui nous accueille. Et il faut remercier

la Ville de Clermont-Ferrand, Céline BREANT, d'avoir ouvert pour la première fois ce lieu à une manifestation qui n'est pas une manifestation de danse contemporaine. Ça paraissait assez difficile de ne pas donner, dans le cas de ces rencontres, de nos réflexions sur la culture, le territoire et la réorientation écologique, une place à la danse, puisque c'est un lieu de danse. Peut-être aussi, mais on ne va pas parler de danse aujourd'hui. Peut-être aussi quand même dire que cette approche par la danse, et à nouveau les performances des élèves de l'école du conservatoire dirigés par Joanne (LEIGHTON), ou Alice LOPES avec Frank (MICHELETTI), je pense, non seulement séduit, mais nous ont aussi profondément troublés, donc quelque part, mettre la danse sur cette scène, mais au milieu de cette rencontre, c'était de fait, par cette médiation culturelle et artistique, ressentir ce trouble, dont Donna HARAWAY vient de parler.

Ce trouble aussi qui est notre trouble, tant par rapport à la tempête d'hier ou plus globalement à la situation et à l'épreuve anthropocène auquel on est confronté, mais aussi le trouble qui est le nôtre, en tant que moderne, sachant, maîtrisant leur environnement, pensant leur aménagement et l'urbanisme de leur ville, bien obligé d'admettre qu'une bonne partie de ces savoirs et de ces modes de faire, vont être à reconsidérer dès maintenant, et que le trouble dont parle Donna HARAWAY, c'est un trouble négatif, mais c'est aussi ce trouble optimiste fort et qui passe par cette acceptation du trouble, par l'expérience de la danse auquel on a assisté, par l'expérience de la danse auquel on a tous participé hier soir, il me semble. Nous avons pleinement accepté ce trouble en montrant en quoi ce trouble aussi peut être un formidable moyen de faire sens, de répondre, de se mobiliser.

Benoît BOUSCAREL : Et c'est ça le lien en réalité, c'est ça qui explique le lien que vous avez voulu faire, Stéphane CORDOBES, entre ses propositions artistiques, les questions autour de la réorientation écologique et la question culturelle dans les territoires.

Stéphane CORDOBES : Je pense que les interventions du premier jour, la première journée s'intitulée « S'acculturer », ont bien mis en lumière. Un, la gravité de la situation, sa profondeur, son ampleur, parfois même en étant accablé par ce qui était présenté, mais parfaitement objectivé et en même temps la nécessité de remettre en question nos catégories de pensée. La nécessité d'accepter non pas uniquement les savoirs techniques, académiques, scientifiques, que les agences ont l'habitude de manier, mais d'accepter d'autres types de savoirs, dont les savoirs esthétiques, artistiques, qu'on a mis au cœur de la rencontre, parce qu'ils nous permettent non seulement de comprendre, mais en même temps d'éprouver.

Or, l'épreuve anthropocène, dans toute sa profondeur, ce n'est pas simplement un défi intellectuel, ce n'est pas simplement un défi social, économique ou technique, c'est aussi un défi émotionnel qui va jusqu'à impacter, jusqu'à travailler nos sensibilités. On n'a pas forcément l'habitude, en tout cas, on travaille assez peu avec les questions de sensibilité ou d'émotion lorsqu'on

fait de l'urbanisme ou de l'aménagement. Le fait de dire dans ces rencontres, puisque l'épreuve anthropocène est aussi globale et profonde que ça, on va mettre au premier plan ces émotions que d'habitude, on tend plutôt à cacher. C'est ce qu'on a tenté de faire. Et quelque part, il me semble que les propositions artistiques qui ont été faites ont très largement contribué à éprouver et à être troublés, y compris avec toute la force que ça provoque.

Benoît BOUSCAREL : Et du coup, l'idée de faire de la Comédie de Clermont-Ferrand scène nationale, un refuge, cette idée-là, elle vient juste après toutes ces réflexions préliminaires, j'allais dire.

Stéphane CORDOBES : Par les temps qui sont les nôtres, le fait de dire pour se poser les questions qui sont des questions graves, il faut trouver des lieux pour le faire. On espère que les agences demain feront partie de ces lieux qui permettront d'accueillir ces réflexions et ces mobilisations. Mais là, aujourd'hui, quelque part, pendant ces trois jours, l'idée, c'était de dire, la Comédie devient notre refuge. On l'aménage comme un refuge pour se mettre à l'abri de la météorologie qui a été peu favorable et plus globalement du changement qui est en train de menacer la possibilité d'habitation de la Terre. Et on va tous se regrouper au sein de cette Comédie. On en fait un refuge pour réfléchir, pour s'émouvoir, pour globalement, à la fois, poser la question, mais aussi s'engager dans des trajectoires de réponses possibles à donner à cette transformation de la planète.

Benoît BOUSCAREL : Cette 44e rencontre, est-ce qu'on peut dire que vous l'avez imaginée, vous et l'ensemble des équipes, évidemment, de la FNAU et de l'Agence d'urbanisme Clermont Massif central, comme une scène ? Est-ce qu'on peut jouer sur cette double acception du mot, nous sommes sur une scène, pour définir ce que vous avez voulu faire de cette rencontre ?

Stéphane CORDOBES : C'est une scène. Alors, quelque part, la configuration aujourd'hui, elle était sans doute très adaptée lors du premier jour de nos échanges. Pour ceux d'entre vous qui ont participé hier à l'atelier, à l'exploration sur l'urbanisme culturel, en fait tous les participants étaient sur un pied d'égalité, installés sur cette scène. En fait, il me semble aujourd'hui que si on voulait aller au bout de la logique, il faudrait que tout le monde soit là, en fait. Parce que c'était le but de mobiliser, de sensibiliser, d'intégrer tout le monde. Donc, c'est effectivement une scène, mais ce n'est pas qu'une scène qui s'arrête à la Comédie.

Le premier jour, je l'ai dit, c'était un moment d'acculturation. Le deuxième jour, c'était un moment, ce qu'on a appelé des explorations, c'était un moment d'enquêtes menées dans les territoires. Une enquête, du fait du coup de vent malheureux d'hier, une enquête véritablement en situation anthropocène, puisque l'ensemble des participants à ces explorations ont dû, à un moment ou un autre, composer avec les événements, s'adapter, trouver des moyens de mobilité, s'abriter, etc., pour faire face à ce qui arrivait. Donc, au-delà même de toutes nos espérances, nous avons été hier, sur une scène, où la dimension anthropocène

était particulièrement manifeste et présente, et sur une scène aussi où tout le monde s'est mobilisé pour y faire face, et puisque vous m'en donnez la possibilité, vraiment, il faut saluer le travail à la fois des équipes de l'Agence et de tous les partenaires qui étaient avec nous, qui ont fait face à ça, et qui ont permis que tout se déroule bien, et qu'on aboutisse à cette soirée assez mémorable.

Benoît BOUSCAREL : Le programme de cette matinée est aussi chamboulé, d'ailleurs, en raison des événements météorologiques, d'hier. Comment est-ce que vous pensez qu'on a à aborder la question des nouveaux dispositifs à mettre en place, à l'avenir dans les territoires, pour faire face à toutes ces grandes questions, à tous ces vertiges, à ce trouble dont on parle depuis tout à l'heure, Stéphane ?

Stéphane CORDOBES : L'objet central, c'était déjà d'être troublé, et d'accepter ce trouble, ce qui en soi constitue un effort à faire, puisqu'accepter cette situation est difficile. On sait qu'on peut y réagir par le vertige, par la peur, par tout un tas de sentiments. Donc, le fait d'accepter cela et de vivre avec, était déjà un défi. Comme je le disais, après, le fait à travers la médiation culturelle, à travers la médiation artistique, d'accepter, d'être ému, et de ressentir au plus profond de nos corps, ce qui est en train d'arriver, était un deuxième défi, puis le troisième défi, c'était l'enquête.

C'est-à-dire que ce qui pourrait nous arriver de pire, c'est l'effet de sidération, c'est le fait de dire, mais face à l'enjeu qui est le nôtre, à cet enjeu d'habitabilité de nos territoires, à cet enjeu de repenser leur aménagement et leur urbanisme de manière à les rendre viable dans l'avenir, le risque, c'est de rester paralysé, de ne rien faire. Le fait d'aller en enquête hier sur le terrain, c'est passer à l'action. C'est déjà aller chercher des preuves concrètes, auprès des acteurs, en situation, qu'on est déjà en train d'inventer ce que seront les refuges de demain, ce que seront des conditions acceptables et pérennes d'habitabilité de nos territoires demain.

Donc, c'était aussi l'enjeu de cette rencontre, non pas de produire des savoirs, non pas de produire des stratégies ou des actions, mais de vivre ensemble une expérimentation de cohabitation anthropocène, où on se donne les moyens de vivre une expérience commune, une expérience globale, émotionnelle, esthétique, culturelle, intellectuelle, territoriale, géographique, anthropologique, et d'en sortir non pas avec des supers idées, mais c'est possible. On peut faire ensemble quelque chose, c'est troublant, il faut accepter ce trouble et parvenir à mettre ça en place, ces dynamiques collectives en place.

Benoît BOUSCAREL : Une dernière question avant d'enchaîner sur la suite de notre programme. On voit bien que les acteurs de l'urbanisme, de l'aménagement, ont une appétence, ça s'est vu pendant ces trois jours, pour aller vers la culture, pour aller vers le monde culturel, pour utiliser les outils réflexifs liés à la culture, encore une fois pris dans une acception très large, mais est-ce que les acteurs culturels, qu'est-ce qui vous permettrait de dire, Stéphane CORDOBES, que les acteurs culturels pourraient avoir envie aussi

eux de s'intéresser à toutes les questions qui sont des questions partagées par l'ensemble des participants à cette rencontre ?

Stéphane CORDOBES : Il me semble, au vu de la fréquentation de ces rencontres et des performances qui ont été mises en scène, que les acteurs culturels ont évidemment beaucoup de choses à nous dire. Quand Aline (LOPES) incarne un oiseau sur scène là tout à l'heure, ce qu'elle nous montre, c'est la pure expression poétique d'un oiseau. Elle nous permet d'entrer en résonance avec du vivant non humain, que d'habitude on met à distance, et de se dire, cet être-là existe, et on cohabite avec lui. Elles nous disent quelque chose.

Quand Joanne (LEIGHTON), avec les jeunes danseurs que l'on a vus, joue les veilleurs, qui normalement est un exercice qui se joue dans les territoires, qui ne se joue pas sur scène, normalement c'est de la danse hors les murs, et qu'à travers cette chorégraphie, ils montrent quelle attention il est possible de donner au territoire, à ses habitants, quelle bienveillance, quel don, il peut y avoir dans cet acte artistique vis-à-vis de nos territoires. Ce travail d'attention, il est fondamental. Ce renouvellement de notre attention, il est fondamental, et de ce point de vue-là, les artistes, tout ce qui relève de la culture, peuvent donner à voir, peuvent mobiliser, peuvent créer du collectif, peuvent nous émouvoir, mais en tout cas peuvent considérablement, je pense, enrichir la vision qui est la nôtre, et nos manières de penser et d'aménager les territoires, avec tout cet apport et toute cette force.

Benoît BOUSCAREL : Et c'est tout l'objectif. Merci beaucoup Stéphane CORDOBES.

Emma DELAUNAY : Merci, vous restez avec nous. On va demander à Grégory BERNARD et Sonia de la DE LA PROVÔTÉ, de revenir vers nous.

Benoît BOUSCAREL : Bonjour, Sonia de la DE LA PROVÔTÉ, et merci d'être avec nous. Vous êtes la toute nouvelle présidente de la Fédération Nationale des Agences d'urbanisme, et puis, à vos côtés, Grégory BERNARD, président de l'Agence d'urbanisme Clermont Massif central, adjoint à l'urbanisme à Clermont-Ferrand. Peut-être la première question pour vous, Sonia de la DE LA PROVÔTÉ, en tant que nouvelle présidente de la FNAU, peut-être un mot pour expliquer votre parcours, nous dire comment vous êtes arrivés à ce poste-là, en quelques instants, et puis peut-être aussi donner une première orientation à votre présidence.

Sonia DE LA PROVÔTÉ : En quelques mots et en trois lignes. Mon parcours. C'est toujours un sujet un peu compliqué de parler de soi. Donc, parler de son parcours, c'est déjà un peu à distance. Voilà, je suis passionnée d'urbanisme, d'architecture, d'aménagement du territoire. Je suis médecin, donc ça n'a pas grand-chose à voir mais en fait, les parcours politiques sont souvent faits de nos diversités de vie qui à un moment se regroupent dans notre engagement public. J'ai une famille plutôt d'origine rurale, et moi je vis en ville, je suis une caennaise. J'ai toujours considéré que l'aménagement du territoire, c'était ce trait, ce lien, entre ce qu'on appelle la ville, et puis maintenant

le péri-urbain, ce qui manque singulièrement de poésie, et puis ce qui est plus loin, ce que certains appellent la ruralité, d'autre la campagne, d'autre la province provinciale. En tout cas, ces lieux qui ne sont pas dans les écrans radars des politiques publiques et qui pourtant contribuent très largement à ce qu'est notre destin commun. Donc voilà, je me suis engagée sur l'aménagement du territoire par la porte d'entrée humaine, par mes racines et par l'envie que tout ce qui fait société passe aussi par ce sujet-là.

Benoît BOUSCAREL : Et la porte d'entrée culture, alors ? Ça permet de vous demander peut-être une réaction à cette organisation atypique de cette 44e rencontre.

Sonia DE LA PROVÔTÉ : La porte d'entrée culture... Je vais parler de moi, là, juste ça, juste pour expliquer. J'ai vécu dans la culture parce que mon père était dentiste, mais peintre, il a toujours eu ses deux vies en parallèle, et donc moi, j'ai passé ma vie dans son atelier. C'est une tradition familiale de parler culture. Ma mère était professeure de dessin, donc finalement, la culture, c'est mon monde. Et donc la culture, c'est un monde qui n'est pas parallèle, ça construit ce qu'on est, sur le plan individuel et sur le plan collectif.

Et donc moi, je trouve ça assez magique, ces rencontres où la culture s'entremêle dans le reste, c'est-à-dire ceux qui, finalement, ont le sérieux chevillé au corps, vont imaginer qu'on est dans l'animation et le loisir, et ceux qui savent à quel point la culture est importante pour créer le lien commun et les ponts, et pour structurer la façon dont on fonctionne, les uns par rapport aux autres, quel que soit l'endroit où on habite, ça fait partie d'un tout. Et en fait, la culture-là n'est pas comme un prétexte, elle est comme une occasion rêvée pour nous tous de parler de sujets avec des mots différents, avec des gestes différents, avec des actes différents, et avec une sensibilité qu'on n'exprime pas toujours dans les discours un peu convenus.

Emma DELAUNAY : La culture c'est peut-être aussi un levier pour recréer des solidarités. Vous nous parlez de différents territoires, villes, campagnes, périurbains. Vous, avec votre casquette d'élue, vous avez aussi cette importance-là à faire que les gens dialoguent entre eux ?

Sonia DE LA PROVÔTÉ : Oui, alors la culture, ce n'est pas un outil forcément de dialogue. Ce qui est certain, c'est que les droits culturels, c'est un droit réel, c'est-à-dire l'accès pour tous à la culture. C'est surtout créer des vraies politiques culturelles, c'est avoir la stratégie de donner l'opportunité à tous, de trouver nos communs, et d'identifier nos différences pour en faire des éléments de force, et pas des éléments d'opposition. Chacun a finalement son mode d'expression culturelle, sa préférence, sa sensibilité, en fonction des disciplines, des esthétiques, et en fait les politiques culturelles, c'est quelque chose d'un peu infini.

D'ailleurs, je pense que les élus locaux et les territoires l'ont bien compris. Si je parle organisation territoriale, la politique, c'est une compétence partagée. N'importe quelle collectivité, à quel niveau qu'elle soit, peut s'en

emparer et financer, et dans les faits, 60% des politiques culturelles en France sont financées par les collectivités locales. Donc on voit bien que c'est un élément très important pour créer de la cohésion, créer des échanges, et au-delà des partenariats, aller vraiment dans des ponts qu'on construit justement entre ces trois niveaux dont on parle l'urbain, le périurbain, et puis le rural. En réalité, nos passages de l'un à l'autre, souvent dans nos vies, puisqu'on peut passer du rural à l'urbain, que ce soit des vies familiales ou des vies personnelles, font qu'on comprend bien qu'on passe parfois d'une culture à l'autre, d'un mode de fonctionnement à l'autre, mais que finalement le bagage qu'on a avec soi contribue à faire évoluer collectivement la culture là où on atterrit ou là où on va.

Emma DELAUNAY : Grégory BERNARD, vous êtes convaincu de la puissance de la culture, je crois.

Grégory BERNARD : Alors oui, je crois que la culture, c'est ce qui, par exemple, nous permet de faire exister des entités géographiques vécues. Et par exemple, le Massif central, on a choisi pour l'Agence de s'appeler Clermont Massif central. On a choisi aussi, et bien sûr, ça n'est pas sans rapport de placer notre candidature comme Capitale européenne de la culture autour de cette notion de Massif central.

Et c'est justement pour dépasser ces frontières invisibles dont tu parlais, Sonia (DE LA PROVÔTÉ), qui sont aujourd'hui quelque chose qui n'a plus aucun sens, ce que Michel LUSSAULT d'ailleurs nous a démontré, puisque finalement tout est urbain, c'est à dire nous sommes dans un monde urbain. Et donc on a, je crois, avec ces démarches-là, l'idée de construire des destins communs. Je crois qu'il n'y a que la culture qui nous permet vraiment de faire ça.

Emma DELAUNAY : De recréer des récits, des imaginaires ? Clermont, c'est une ville aussi, si on reste un petit peu sur Clermont, une ville en mutation qui se saisit de la culture.

Grégory BERNARD : Oui, c'est la culture qui transforme la ville, physiquement, et ici évidemment, on est dans une gare routière qui est devenue une scène nationale. Il y a à côté, à quelques centaines de mètres, un hôpital du XVIIIe siècle qui est en train de devenir une grande bibliothèque qui, elle aussi, n'est pas l'objet ni d'un quartier ni d'une ville, mais bien d'un territoire extrêmement large, parce qu'elle sera fréquentée, ce sont les chiffres sur lesquels on travaille, c'est de l'ordre d'un million de personnes par an. Il y a peu de lieux aussi fréquentés que les lieux de culture.

Y compris d'ailleurs, je crois, plus que les lieux de sport. Des lieux comme les bibliothèques, par exemple, c'est des lieux qui sont incroyables, et qui justement, dans une ville comme Clermont-Ferrand, vont accueillir des gens parfois venus très loin, parce qu'on est une ville universitaire, parce qu'on est une ville de passage, etc. Un peu plus loin, on a une halle aux blés, elle aussi est du XVIIIe, qui est en train de devenir, même si ça tarde un peu, notre Fonds Régional d'Art Contemporain, mais qui sera d'abord un lieu très ouvert, très vivant. On a, et je salue Simon TEYSSOU, le directeur de

l'École (Nationale Supérieure d'Architecture de Clermont), qui est Grand prix de l'urbanisme, cette année, on en est très fier ici à Clermont-Ferrand, et donc, l'écrin de l'école, c'est un sanatorium transformé en école il y a quelques années. Tout ça, en fait, c'est des éléments qui montrent que ce territoire a fait le pari de la culture, et je pense aussi à tous ces lieux que la culture peut investir. Par exemple, le Lieu-Dit, je crois que certains ont dû le visiter lors de l'exploration hier, ça montre bien que ça va venir interroger le projet urbain lui-même ; le projet de transformation d'un bâtiment, le faire par la culture, le faire par ces moments aussi sensibles, peut changer, y compris le projet lui-même. Là, ça prend peut-être une dimension supplémentaire.

Benoît BOUSCAREL : D'autant que le Lieu-Dit, c'est un projet participatif. On peut en dire quelques mots, Grégory BERNARD.

Grégory BERNARD : Oui, c'est tout à fait participatif. D'ailleurs, c'est ce qui est au cœur du projet. On est typiquement sur ces projets où il n'y a plus de frontières sur les institutions, sur qui est autorisé à faire des choses, etc. On retrouve des choses beaucoup plus simples, qui sont de l'ordre de la coopération, qui sont de l'ordre de l'investissement, de la proposition, de la discussion. Et c'est ce qui permet de faire vivre de façon assez incroyable, et très intense sur le plan humain, des lieux comme cela. Il y en a d'ailleurs dans beaucoup de territoires, pas seulement urbains, ça c'est quelque chose qu'il faudrait observer, cette façon d'investir des lieux et de s'autoriser, et souvent par la culture. Je crois que c'est quelque chose de très beau, et donc on a certainement besoin.

Benoît BOUSCAREL : On a deux présidents d'agences d'urbanisme ici, avec nous, Grégory BERNARD et Sonia DE LA PROVÔTÉ. Sonia DE LA PROVÔTÉ, vous êtes présidente de la FNAU et également présidente de l'Agence d'urbanisme Caen Normandie Métropole. Et puis, on a aussi Stéphane CORDOBES, directeur de l'Agence. Je voudrais que l'on rebondisse un peu sur les propos de Stéphane, tout à l'heure sur les nouveaux périmètres, les futurs périmètres des agences d'urbanisme. Comment est-ce que vous voyez cela tous les deux, tous les trois, dans l'avenir ? Vous nous disiez tout à l'heure, « on a absorbé le Massif central... ».

Grégory BERNARD : Non, je n'ai pas dit ça. Sinon, je ne vais pas avoir des problèmes.

Benoît BOUSCAREL : Oui, vous vouliez réveiller un peu l'assistance.

Grégory BERNARD : Juste là-dessus, d'abord. En fait, il y a une vieille question quand même, qui est que le Massif central, c'est un territoire de marge, et c'est un territoire qui n'a pas ou peu ; il faut quand même saluer le travail du commissariat de massif, ils sont des partenaires importants de l'événement de ce matin, et très sincèrement, je les en remercie, parce que justement, il y a ce lien-là qui est en train d'émerger ; mais sinon, il n'y a pas d'entité Massif central, c'est-à-dire qu'il n'y a pas une collectivité Massif central. Quand il y a eu le non-débat sur la réorganisation des régions

dans notre pays, peut-être qu'un Massif central aurait pu émerger, dans un autre imaginaire culturel que celui de la compétitivité, où il fallait forcément des très grandes métropoles de taille européenne, pilotant des régions de taille européenne. Ça, c'était un imaginaire culturel qui a produit une réforme institutionnelle. Nous, nous vivons sur un autre territoire. Je crois sincèrement que nous sommes moins la Grenoble de l'Ouest d'Auvergne Rhône-Alpes, que quelque chose comme la capitale du Massif central, ou en tout cas la ville qui a cette espèce de responsabilité. Ce n'est pas pour dominer le territoire, mais c'est pour apporter quelque chose, c'est pour coopérer, et c'est peut-être dans l'esprit des bio régions. Il y a peut-être quelque chose autour de ça. Et là-dessus, justement, l'Agence doit se positionner. C'est d'abord une responsabilité. Ce n'est pas une volonté de domination, c'est une responsabilité. Et qui nous le dit ? Ce sont nos amis élus de terrain, eux aussi, dans le Cantal, dans les marches du Bourbonnais, qui ont besoin aussi d'une Agence et sa capacité d'apporter.

Emma DELAUNAY : Moi, j'ai juste besoin de précision. La bio région, je ne l'ai pas.

Grégory BERNARD : Alors là, je vais laisser Stéphane (CORDOBES) peut-être, parce que mon expertise est moins forte que la sienne sur ces notions. L'exemple le plus simple à prendre peut-être pour le comprendre, c'est tous les projets alimentaires territoriaux. C'est-à-dire quand on se pose des questions, par exemple d'autonomie de territoire à 2050, avec des réflexions sur des scénarios prospectifs, quel territoire serait capable de nourrir les habitants qui l'habitent ? Et faire cette enquête-là, puisque pour le coup, c'est une enquête, une expérimentation, c'est se placer dans un rapport au territoire qui n'est plus le même. Il y a eu beaucoup de débats intellectuels sur ces notions, y compris d'ailleurs des controverses même politiques, puisqu'il y a le risque identitaire. Moi, je suis un républicain et je ne pense pas qu'il faille refermer les frontières du Massif central. Je suis d'ailleurs pour l'hospitalité. Par contre, se poser ces questions d'autonomie alimentaire, ça conduit à percevoir le territoire un peu différemment.

Benoît BOUSCAREL : Sonia DE LA PROVÔTÉ, quand on parle évidemment de nouveaux territoires ou de nouveaux champs d'actions pour les agences d'urbanisme, et on vient de l'entendre, ce n'est pas uniquement de parler de périmètres géographiques, c'est aussi peut-être de réfléchir aux nouvelles missions et aux nouvelles façons de faire dans l'avenir.

Sonia DE LA PROVÔTÉ : Oui, en fait, le sujet, c'est celui de notre République en ce moment, et de ces fractures, en tout cas, c'est le supposé et celles réelles. Et dans les fractures, on imagine cette idée de la fracture territoriale, entre autres, mais pas que. Et pour le coup, une des missions des agences d'urbanisme, c'est quand même à la fois d'être dans l'observation de ces sujets, et de regarder ce qui est commun entre ces territoires, ce qui peut apporter des éléments de traitement ; c'est le médecin qui parle ; des fractures. Le rôle des agences d'urbanisme, c'est vraiment de créer

les ponts, de voir les différences et des différences accompagner les décideurs et les élus locaux, entre autres, pour trouver des solutions qui sont utiles à tous, et en ce sens, d'ailleurs, les politiques culturelles, pour peu qu'elles soient fédératives et structurées à une échelle plus large que celle de la collectivité qui accompagne, que celle du lieu du festival ou du lieu de l'équipement culturel un peu majeur, on voit bien que la culture est un outil formidable pour créer du lien, pour créer des expériences communes, sur des sujets communs, des moments communs, des événements communs qu'on vit ensemble ou pas, au même endroit, et pour lequel ça crée un espèce de lien insensible, de lien inconscient entre les habitantes et les habitants de territoires très différents.

La culture, je reviens là-dessus, parce qu'elle n'a pas toujours été complètement dans les écrans radars des politiques publiques au titre de l'aménagement, si ce n'est à créer des labels de l'État un peu partout, donc voilà, je pense que là où on en est, la case est particulièrement bien cochée, mais pour le coup, la culture, c'est l'éducation artistique et culturelle, c'est l'irrigation dans les territoires, c'est la culture qui se déplace, et celle-là, elle est très accompagnée dans les territoires, c'est-à-dire les résidences d'artistes, l'itinérance, qui est vraiment un sujet absolument magique, parce que « En attendant Godot », il peut être ici, comme il peut être dans une petite commune rurale.

Emma DELAUNAY : Pardon, je vous coupe. Il y a un festival dans votre région qui s'appelle Aérolive, qui est un festival itinérant, de mai à septembre, qui propose 25 dates, et je me semble que vous êtes assez séduite par le format, la formule festival, puisqu'en plus, en Normandie, c'est une terre assez active là-dessus, on peut avoir « Beauregard », « Cabourg Mon Amour », Festival de film de Cabourg, vous êtes bien en servi quand même ?

Sonia DE LA PROVÔTÉ : Oui, on est bien servi, mais on est bien servi parce qu'il y a des militants de la culture partout, et donc ça, c'est la conséquence quelque part d'une diffusion de la culture dans les territoires, et avec beaucoup de volonté d'avoir des politiques culturelles de la grande à la petite échelle. Il n'y a pas un chef de fil à vraiment, au niveau des collectivités qui a été identifié, et puis quand il y en a un qui essaie de prendre la main, finalement, les autres se rebiffent, parce qu'on a la conscience quand même singulière que tout ça n'est pas une poupée russe, ça ne part pas d'un sommet pour se décliner dans des petites poupées partout, mais c'est plutôt des poupées très différentes qui ensemble construisent autre chose, et surtout autre chose qu'une boîte dans laquelle on range tout le monde. Et en fait, la culture vient du terrain, vient des initiatives, vient de la créativité, vient de l'émergence, vient de l'effervescence. Si l'on est une terre de festival, c'est parce qu'il y a des gens pour accompagner les festivals, parce qu'il y a du public pour venir, parce qu'il y a une envie de vivre ces moments-là ensemble.

On a un cinéma itinérant qui est très très actif dans nos territoires, parce que les gens se déplacent, parce que vivre un film ensemble, quand il vient une fois par semaine, une fois tous les quinze jours, c'est une expérience qui va au-delà du fait de vivre

le film. C'est un vrai moment pas de communion, mais c'est autre chose. Chacun le vit à sa façon, mais on a envie d'être là ensemble. Et en fait, la culture, c'est un peu tout ça, et parce que c'est un peu un fourre-tout, c'est un peu un fatras, c'est un peu « il y a tout », il y a un peu « tout est possible », et bien ça aménage le territoire, parce que justement, ça crée des moments, des sensibilités, des expériences communes, tellement variées qu'il y a une espèce de cocktail un peu magique qui crée derrière le sentiment d'appartenir à un tout, un tout commun qui est plutôt positif, et où les différences finalement trouvent leur place comme étant des chances.

Emma DELAUNAY : Grégory BERNARD, vous vouliez réagir sur ces expériences communes ?

Grégory BERNARD : Oui, justement, ce sont pour moi peut-être des expériences de cohabitation, au sens où là aussi Michel LUSSAULT nous l'a montré hier. Cohabitation par exemple avec nos paysages, avec ce qui fait le territoire, et si on doit construire un urbanisme de l'attention, du tact et du soin, il faut justement apprendre à regarder, apprendre à ressentir. Il y a deux très belles choses qui se passent dans notre région, et pas vraiment dans notre Métropole, mais plutôt à ces marges. Je pense au festival Art'Air, qui est un festival qui propose d'arpenter le territoire dans des randonnées collectives.

C'est déjà un geste en tant que tel, et ça c'est très beau, parce que nous avons nous aussi, cher Sonia, une très belle région, mais tu la connais bien. Donc, arpenter ce territoire ensemble, et avec des interventions artistiques au fil du chemin, des concerts en plein air. J'ai vu par exemple Guillaume BONGIRAUD, un violoncelliste qui enregistre dans la nature du violoncelle seul. C'est absolument incroyable de se retrouver sous une clairière avec quelqu'un comme ça, collectivement. Il y a une expérience, les oiseaux sont là aussi. Ça c'est extrêmement particulier. Et puis je pense au festival Horizon, qui parfois, pas toujours peut-être, mais parfois interroge aussi notre rapport au paysage, au paysage vécu, au vivant qui est autour de nous, au non humain. Je pense qu'on peut multiplier ces choses-là, on en a besoin. C'était un des éléments aussi, enfin c'est un des éléments de la candidature de Clermont, cette notion d'arpentage, de colportage. Et il y a quelque chose qui fait territoire aussi autour de ça.

Benoît BOUSCAREL : Sonia DE LA PROVÔTÉ, je vous vois reprendre le micro. Vous vouliez rajouter quelque chose ?

Sonia DE LA PROVÔTÉ : Oui, je voulais rajouter le fait aussi qu'il y a un enjeu énorme au travers de la diversité, surtout de laisser faire la diversité de l'expression de la culture et des politiques culturelles dans les territoires. L'espèce d'uniformisation de ce que nous proposons quelques grandes structures plutôt américaines, la proposition culturelle qui nous est faite, le fait qu'on baigne dans un monde où le numérique a tendance parfois à proposer des caricatures, ou le fait de vivre un peu replié sur soi, sur son identité, les formes de communautarisme, tous ces sujets-là, enfin toutes ces espèces d'éléments

qui ont tendance à rendre étroit notre monde, et ce qu'on nous offre culturellement ou ce qu'on s'autorise à s'offrir culturellement, la diversité des politiques culturelles c'est à la fois développer l'esprit critique, l'appétence à autre chose que ce qu'on aime vraiment, l'envie d'aller voir ailleurs, et parfois ça provoque, parfois ça met en colère, parfois ça trouble, mais clairement et finalement, les poétiques culturelles, quand on les laisse vivre telles qu'elles sont, qu'on ne les met pas dans un carcan, et bien ces politiques culturelles là, elles permettent à chacun de trouver un chemin autre que celui qu'on a tracé pour lui, ou qu'il ne saurait pouvoir se tracer autrement que si on lui avait proposé cet offre-là.

Et donc moi j'y crois beaucoup, parce que finalement la culture c'est l'autre chose, c'est l'imaginaire, c'est d'autres fenêtres dans nos vies, et c'est pour ça qu'il faut vraiment les développer depuis le plus jeune âge, parce que les chemins de traverse de la culture, c'est aussi nos chemins communs de demain.

Benoît BOUSCAREL : Les politiques culturelles qui peuvent aussi permettre de dépasser les clivages politiques et d'engager des discussions et une dialectique évidemment.

Sonia DE LA PROVÔTÉ : C'est tout sauf le clivage politique, la politique culturelle.

Benoît BOUSCAREL : Oui et ça permet le dialogue entre élus. Stéphane CORDOBES pour terminer cette discussion.

Stéphane CORDOBES : Alors cher Benoît quand même, on est en plein trouble, demander à un technicien, directeur, d'intervenir après les présidents, ça ne se fait jamais normalement.

Benoît BOUSCAREL : C'est punk.

Stéphane CORDOBES : C'est très dangereux en fait, mais bon on va s'y risquer.

Emma DELAUNAY : C'est le pas de côté de l'Onde porteuse.

Sonia DE LA PROVÔTÉ : Johnny ROTTEN.

Stéphane CORDOBES : La culture, je reprends vos mots, la culture ce n'est pas du divertissement, contrairement à ce qu'on veut nous faire penser. De la même manière qu'habiter un territoire, ce n'est pas consommer un territoire. Aujourd'hui, nous vivons souvent la culture comme un divertissement, et nous vivons souvent l'habitation dans un territoire comme la consommation de ressources à disposition, de services, de tout un tas de choses. Le rendez-vous anthropocène, c'est fondamentalement une invitation à prendre la culture au sérieux, parce que si la culture n'est pas un divertissement, c'est quoi ? La culture c'est deux choses, c'est du sens et du lien.

De ce point de vue-là, les agences d'urbanisme sont des acteurs culturels à part entière qui, de temps en temps, s'ignorent, mais qui créent du sens et du lien, et qui créent du sens et du lien autour d'un acte fondamental, pour nous, êtres humains, qui est l'acte d'habiter. Les agences d'urbanisme sont

des lieux où s'inventent, où se construisent, où s'élaborent, et je devrais dire, se co-construisent avec les adhérents, les élus, les techniciens, les habitants, se co-élaborent, les conditions d'habitation dans nos territoires. Je pense que le rendez-vous anthropocène nous rappelle à cette dimension-là fondamentale. Pour finir, parce que je ne peux pas ne pas répondre à une question du président, du lien et du sens. L'anthropocène, c'est quoi ?

C'est une invitation, non plus à penser des périmètres, non plus à penser des surfaces, non plus à penser des rapports de pouvoir, c'est une invitation à repenser des interdépendances vitales avec toutes les entités qui composent nos milieux de vie. Donc la question de savoir avec qui on travaille et pourquoi on travaille avec le Massif central, ou à l'échelle du Massif central, ça n'a d'intérêt, non pas parce qu'il y a un Massif central qui existe, ça n'a d'intérêt qu'à partir du moment où, pour satisfaire nos besoins de demain, en termes alimentaire, en termes d'accès à l'eau, en termes d'accès à un environnement sain, en termes de ressources, tout ce dont on dépend pour vivre, on est obligé d'enquêter pour montrer où sont les interdépendances, de qui on dépend, à quoi on est attaché, et c'est ça qui va définir nos futurs territoires de vie.

Après, on peut l'appeler bio-région, on peut l'appeler autrement, mais dans tous les cas, il y a un changement de logique fondamentale à avoir, qui est de se dire comment on restaure nos milieux de vie en repensant ces interdépendances et ces relations. Donc là à nouveau, c'est un projet culturel, c'est un projet qui consiste à repenser les liens à ce qui nous entoure, à apprendre à vivre avec tout ce qui nous entoure et qu'on a appelé nature, mais aussi, parce qu'il ne faut pas l'oublier aussi, apprendre à vivre avec, on n'en a pas parlé, mais on en a parlé hier, tout simplement aussi avec les humains, parce que l'anthropocène, la crise, la rupture, il y a une dimension et un enjeu social extrêmement fort. Les premiers qui vont en pâtir, que ce soit des territoires ou des habitants, ce sont les plus vulnérables, ce sont déjà les plus fragiles.

Donc il y a aussi là quelque chose de tout à fait fondamental de repenser ces interdépendances dans une logique à la fois vitale et dans une logique aussi de justice, ou comme disait Michel (LUSSAULT) hier, de justesse. Et c'est un sacré défi culturel pour les agences. Hier, un peu par boutade, on se disait que finalement, les agences qui étaient des lieux de savoir doivent devenir des lieux d'éducation en fait, mais non pas pour éduquer les autres, mais parce que la pratique de l'urbanisme devient fondamentalement, face aux troubles qui est le nôtre, un lieu d'éducation de l'acte d'habiter de demain.

Emma DELAUNAY : Et bien on va continuer de parler d'éducation et de formation avec nos trois prochains invités. Merci beaucoup à tous les trois, Sonia DE LA PROVÔTÉ, Grégory BERNARD et Stéphane CORDOBES.

Benoît BOUSCAREL : On vous retrouvera tout à l'heure.